



La France des deux tiers. Ce Pays que Paris ne voit plus

Description

Les Chroniques de Patrick Pilcer

La France que le pouvoir jacobin regarde n'est plus tout à fait celle où les Français vivent. Depuis Paris, notre pays semble fait de métropoles, de quartiers prioritaires, de pôles d'excellence et de grands projets. Pourtant, la moitié de la population vit dans une commune de moins de 10 000 habitants ; lorsqu'on ajoute les communes de 10 000 à 30 000 habitants, on approche les deux tiers des Français. Ce n'est donc pas la France périphérique.

La France des Territoires, c'est cette France des deux tiers !

Elle vit dans les bourgs ruraux, les sous-préfectures, les petites villes et les couronnes éloignées des métropoles. Elle travaille, produit, paie ses impôts, élève ses enfants et regarde parfois avec stupéfaction un débat public qui semble se dérouler comme dans un autre pays.

Cette France des deux tiers n'est évidemment pas homogène : toutes ses communes ne sont ni rurales ni abandonnées. Mais elle rappelle que la majorité des Français ne vit pas dans les grandes métropoles autour desquelles se construit l'essentiel du récit politique.

Il n'y a pas deux peuples français. Il existe pourtant deux expériences de la République, alors même qu'elle se veut une et indivisible.

Dans les mégapoles, la puissance publique est souvent critiquée parce qu'elle est trop présente, trop pesante, trop lente ou trop complexe. Dans les territoires, elle est d'abord ressentie par ce qui disparaît : un médecin, une maternité, un guichet, une gare, un bureau de poste, un commerce. La République ne s'effondre pas toujours dans un grand fracas mais elle peut s'éloigner à petits pas.

Les Français aiment pourtant leurs petites villes. Le baromètre 2026 de l'ANCT et de l'Association des petites villes de France leur accorde 91% de bonnes opinions, tandis que 89% des personnes interrogées les considèrent comme les territoires les plus propices à une vie de qualité. Mais cette affection n'est pas aveugle. L'accès aux soins, le pouvoir d'achat, l'emploi, la sécurité, les commerces

et les mobilités arrivent en tête des préoccupations exprimées. La France des territoires ne demande pas à devenir une mégapole miniature. Elle demande simplement de ne pas être abandonnée par l'Etat parce que loin du cœur de son administration.

Car l'éloignement coûte cher. Quand il faut parcourir trente kilomètres pour consulter un médecin, accoucher, prendre un train, accompagner un enfant ou accomplir une démarche, le pouvoir d'achat se mesure aussi en litres d'essence et en heures perdues. **Une hausse du carburant n'a pas le même sens boulevard Saint-Germain que dans un village du Cantal.**

Soyons justes :

L'État n'a pas totalement oublié les territoires sous Emmanuel Macron.

Action cœur de ville a mobilisé plusieurs milliards d'euros depuis 2018. Petites villes de demain, lancé en 2020, a été doté de 3 milliards d'euros pour accompagner plus de 1 600 communes. Dire que rien n'a été fait serait faux. Mais la rénovation d'un bâtiment historique ne remplace pas un médecin. Un appel à projets pour une éolienne ne remplace pas un train. La rénovation d'un rond-point ne ressuscite pas nécessairement une rue commerçante. Dans les banlieues, le Nouveau Programme national de renouvellement urbain a été porté à 12 milliards d'euros. Cet effort peut être légitime : la pauvreté, l'échec scolaire, l'insécurité et les difficultés d'intégration y sont réels.

La République n'a pas à choisir entre Grigny et Guéret, entre Sarcelles et Saint-Flour. Mais elle doit être présente dans les deux, car elle est une et indivisible. Elle a trop souvent donné le sentiment de considérer les quartiers sensibles comme une urgence nationale et les petites villes comme un décor patrimonial. Les banlieues sont présentées comme un défi politique quand les petites villes restent trop souvent traitées comme un sujet d'aménagement.

Emmanuel Macron voulait améliorer l'intégration des périphéries urbaines. Il a laissé se désintégrer la relation entre le pouvoir central et la France des territoires.

L'erreur n'est pas d'avoir investi dans les banlieues. Elle est d'avoir cru que l'on pouvait préserver la cohésion nationale en réparant les « Territoires perdus de la République » tout en laissant la France des Territoires perdre progressivement ses services, ses commerces et sa confiance. Il suffit de se promener en Bourgogne ou dans la Drôme pour comprendre que ce sentiment existe. Or, en politique, un sentiment durable devient tôt ou tard un fait électoral. Surtout à quelques semaines de l'élection présidentielle...

On ne pense pas l'avenir de la France depuis un PowerPoint à Shanghai, New York ou Paris. Un cabinet de conseil peut modéliser un bassin de vie. Il ne sait pas ce que signifie attendre six mois un rendez-vous médical, voir partir la dernière classe d'une école, perdre le dernier distributeur de billets ou découvrir que le train du matin ne s'arrête plus. Cet éloignement n'est pas une donnée dans un tableur Excel, c'est une expérience humaine.

C'est aussi une question économique car la réindustrialisation et la souveraineté économique que tous les gouvernements invoquent ne se feront pas à La Défense. Les usines, les ateliers, les plateformes logistiques, les exploitations agricoles et une grande partie de notre potentiel énergétique se trouvent dans les territoires. Ils ont besoin de routes, de fret, de formation, de médecins, d'écoles, de logements et de sécurité. Investir dans les petites villes n'est donc pas subventionner le passé. C'est préparer la

croissance. La France des Territoires n'est pas une charge mais un investissement, car elle est une richesse à libérer. Lorsque le commerce disparaît, l'attractivité recule. Lorsque le médecin part, l'entreprise voisine peine parfois à recruter. Lorsque la ligne ferroviaire devient incertaine, tout un bassin d'emploi se rétrécit. Le déclin territorial a un coût budgétaire et un coût productif. Mais il a surtout un coût politique.

On explique souvent la montée du Rassemblement national par l'immigration, l'insécurité ou la colère culturelle. Ces sujets comptent. Il serait absurde de les nier. Mais ils ne suffisent pas. **Le vote extrême prospère toujours lorsque le citoyen a le sentiment que sa vie n'entre plus dans le champ de vision de ceux qui gouvernent.**

Des travaux récents consacrés au retrait des services publics entre 1998 et 2018 montrent qu'il favorise les votes populistes, à l'extrême droite comme à l'extrême gauche, au détriment des partis traditionnels. Chaque fermeture envoie un message silencieux : **vous êtes trop peu nombreux, trop éloignés ou trop coûteux pour compter encore.** Alors le bulletin devient une preuve d'existence. Quand personne ne répond plus au guichet, l'électeur répond dans l'isolement. Le vote RN n'est pas seulement un vote contre. Il devient, pour certains, un moyen de rappeler à Paris qu'ils vivent toujours là. Les élites parisiennes s'indignent ensuite du résultat. Elles devraient commencer par s'interroger sur leur vision de la France.

La prochaine présidentielle se jouera peut-être dans cette France des deux tiers.

Elle touchera au pouvoir d'achat, parce que la mobilité coûte cher. Elle touchera à la dépense publique, parce qu'il faudra choisir entre bureaucratie centrale et services de proximité. Elle touchera à la croissance, parce que les territoires portent une part décisive de la production future. Elle touchera à l'immigration et à la sécurité, parce que les Français n'acceptent plus que l'État soit faible là où il devrait protéger.

Elle touchera surtout à la confiance.

Les candidats ne devront pas promettre une nouvelle tournée des sous-préfectures, quelques photographies sur un marché ou dans une baraque à frites pour faire « peuple », et un énième plan doté d'un acronyme. Ils devront répondre à des questions simples : **comment rendre à chaque Français la certitude que la République demeure présente, même lorsqu'il habite loin de Paris ? Qu'est-ce que l'égalité républicaine en 2027 ? La France est-elle encore Une et Indivisible ?**

Cela suppose moins de centralisation, davantage de liberté locale, des responsabilités clairement assumées et des moyens qui suivent réellement les compétences. Cela suppose aussi de garantir un socle de présence républicaine : l'accès aux soins, à la mobilité, à la sécurité, à l'éducation et aux démarches essentielles.

La République ne doit pas être identique partout. Elle doit, par contre, être également digne partout. La France n'est pas Paris entourée de dépendances. Elle n'est pas davantage un archipel de métropoles, au milieu d'un territoire de « Red Necks » que l'on traverse à grande vitesse. Notre nation est avant tout une promesse de destin partagé, une promesse de Liberté, d'Égalité, de Fraternité. **La République réunit ce qui est éparé, elle est Une et Indivisible !**

La République cesse d'incarner cette promesse lorsque certains de ses citoyens doivent crier, bloquer

un rond-point, mettre un gilet jaune, un bonnet rouge, ou voter aux extrêmes simplement pour être regardés et entendus. La France des deux tiers ne réclame ni charité ni nostalgie. Elle ne demande pas que l'on rouvre artificiellement chaque guichet d'hier. Elle demande le droit d'avoir un avenir, de produire, de se soigner, de circuler, d'élever ses enfants et de vivre en sécurité sans devoir s'excuser d'habiter loin des lieux où l'on décide ! Elle attend un Plan, elle a besoin d'un Cap.

En 2027, celui qui saura parler à cette France sans condescendance, sans folklore et sans promesse creuse ne gagnera pas seulement les territoires.

Il pourrait bien gagner la France car ces deux-tiers de la France forment notre pays, et 2/3, cela fait plus que 50% !

Patrick Pilcer

Categorie

1. Opinions

date créée

7 septembre 2026